

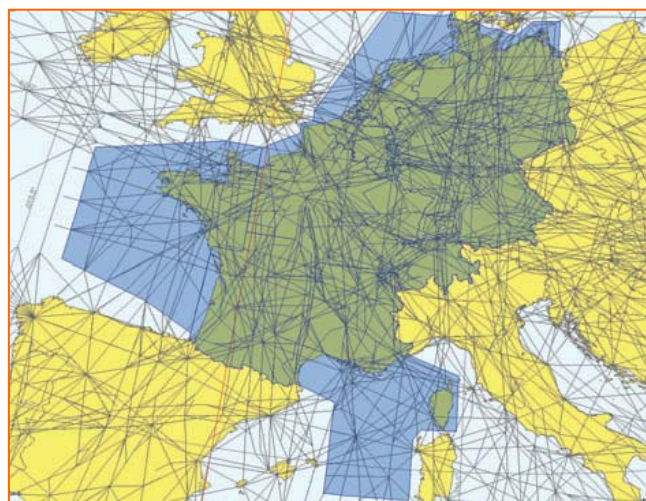
La DSNA s'est engagée depuis le dernier protocole dans une étude de faisabilité d'un bloc d'espace fonctionnel (Fab) appelé Fabec pour "Fab Europe Central". Ce projet concerne les prestataires français, suisse, allemand, belge, hollandais, luxembourgeois et le centre de Maastricht (voir nos précédentes publications sur le sujet). L'étude est censée se terminer au 1^{er} semestre 2008.

Depuis le début des travaux, l'USAC-CGT et les autres syndicats membres d'ETF (Fédération européenne des travailleurs des Transports) ne cessent de déplorer le manque d'implication des personnels. Néanmoins, le 4 octobre dernier s'est tenue une réunion de coordination entre la DSNA et les syndicats français (groupe de travail issu du protocole). Elle faisait suite à une réunion internationale, le 24 septembre dernier, entre les représentants des organisations internationales (ETF) et les responsables du projet. L'occasion de faire un point sur les différents groupes de travail de ce Fab.

GT OPERATIONNEL

Il s'agit sûrement d'un des groupes les plus importants. Des simulations arithmétiques (temps accéléré) pour la gestion du trafic sur 3 zones spécifiques ("Hotspot") seront réalisées et suivies d'une simulation temps réel à l'automne 2009. Les zones d'espace qui intéressent l'étude concernent principalement les centres français de Reims et d'Athis-Mons. Il s'agit de mettre en application l'un des principes des Fab : gestion du trafic sans tenir compte des frontières nationales. Les conséquences de ces réflexions porteront donc principalement sur des restructurations d'espace. Ce GT concerne aussi :

- **la gestion dynamique des secteurs entre CRNAs.** Des secteurs pourraient être gérés par l'un ou l'autre des ACC du Fab en fonction du "potentiel humain" disponible. Pour l'USAC-CGT ce concept est irréaliste et dangereux (maintien de compétence, gestion des effectifs à flux tendu, droit de grève...).
- **la planification commune et coordonnée des ressources.** La DSNA a-t-elle l'intention de faire sa politique de recrutement avec la DFS, prestataire allemand en cours de privatisation ?
- **l'harmonisation des méthodes de travail.** L'USAC-CGT n'est pas opposée par principe à un tel concept mais il demande à être clarifié. En effet, certains de nos voisins présents dans cette étude (comme la DFS), adoptent petit à petit des méthodes de travail basées sur une logique productiviste inacceptable selon nous. Harmonisation ne veut pas dire uniformisation.



Le Fabec concerne 6 Etats et 7 prestataires de contrôle

GT TECHNIQUE

Le but est de faire converger les cycles de développement des systèmes techniques des différents prestataires afin d'économiser sur les coûts des différents systèmes et d'assurer une meilleure interopérabilité. On parle aussi de rationalisation des infrastructures CNS (Communication, Navigation, Surveillance) pour éviter les "doublons". Pour l'USAC-CGT, la DSNA ne pourra s'imposer dans ce domaine que si elle donne à ses services les moyens humains et financiers nécessaires : il est donc plus que jamais urgent de renforcer la DTI. D'autre part, comment cela s'articulera-t-il avec les autres prestataires du Fab alors que la DSNA s'est engagée depuis quelques années sur un projet international avec l'Italie et la Suisse (Coflight) ?

GT SECURITE

Il est prévu de faire converger les systèmes de management de la sécurité (SMS) des différents prestataires. Les différents prestataires demandent la mise en place d'une entité unique pour représenter les autorités nationales de surveillance. Va-t-on vers une fusion de la DCS française avec ses homologues du Fabec ? Pour l'USAC-CGT, toute évolution devra se faire en respectant l'unité de la DGAC et nous préférons donc parler de coordination entre les différentes entités au niveau international. Enfin, il sera nécessaire de mettre en place des indicateurs communs de sécurité au niveau du Fab.

GT FINANCIER

L'ensemble des prestataires de service du Fab semble opter pour maintenir le principe de recouvrement des coûts (facturation aux usagers du coût du service, ni plus ni moins), l'USAC-CGT s'en félicite. La question d'un éventuel taux unitaire unique sur le Fab sera étudiée. A la vue des importantes conséquences que cela peut avoir dans la gestion interne de chaque prestataire, l'USAC-CGT préconise une approche pragmatique qui permette l'indépendance structurelle de chaque partie.

GT RESSOURCES HUMAINES

Il est envisagé des coopérations en matière de formation. L'USAC-CGT n'y est pas opposée à partir du moment où l'objectif à terme n'est pas de fermer des écoles de formation ou d'externaliser la formation vers des boîtes privées. Nous ne soutiendrons pas l'orientation de certains responsables européens qui voient dans la formation une activité concurrentielle. Officiellement, est également prévue la mise en place d'un dialogue social pendant l'étude de faisabilité du Fab : on ne peut que constater le décalage entre cette résolution et la réalité.

INSTITUTIONNEL

Il sera nécessaire de formaliser un accord de coopération entre les différents prestataires et qui englobe les Etats concernés. Quelle que soit la forme de coopération qui sera mise en place, les Etats seront toujours responsables de la gestion de leur espace aérien.

CIVIL/MILITAIRE

L'implication des militaires dans ce projet est indispensable pour assurer un minimum de progrès sur des concepts tels que la gestion flexible de l'espace (FUA). La question des zones militaires situées vers le Benelux est également posée. Pour l'USAC-CGT, une bonne partie des gains en sécurité et capacité proviendra d'une meilleure gestion des zones militaires.

COMMUNICATION

Une "Newsletter" sur le Fab est publiée depuis septembre 2007 et un site Internet sera bientôt ouvert. Enfin un second "forum", comme celui organisé en février à Bruxelles, est prévu le 11 décembre prochain.

Fusion des prestataires : attention danger !

Les syndicats catégoriels de la DGAC, et leurs homologues européens, soutiennent l'idée d'un prestataire unique pour le Fabec. Nous ne pouvons approuver cette politique : fusionner les prestataires de service en une entité unique, première étape du processus de consolidation souhaité par la Commission européenne, risque de se traduire à terme par des fermetures de centre, des externalisations de services, etc. Qui payera le coût social d'une telle politique ?

NOTRE POSITION

L'étude de faisabilité du Fab "Europe Central" est très avancée (terme prévu en avril 2008). L'implication des personnels est toujours en suspend. En ne consultant pas suffisamment les organisations syndicales, les prestataires risquent de faire des choix qui ne seront pas acceptés ensuite.

D'autre part, l'USAC-CGT rappelle que l'objectif des Fab est l'amélioration globale du système en termes de sécurité, capacité, environnement et coûts. En aucun cas, le principe d'une défragmentation/consolidation du système ne doit être prioritaire : pas de prestataire unique de contrôle, pas de réduction du nombre de CRNA.

Nous soutiendrons toute évolution qui permettra l'amélioration du service rendu en respectant l'unité de la DGAC dans la Fonction publique d'Etat.